

«A l'école comme ailleurs, la discrimination vient des stéréotypes»

PROPOS RECUEILLIS PAR VÉRONIQUE KÄMPFEN

Martine Brunschwig Graf est une spécialiste des questions d'égalité et d'éducation. Elle a dirigé le Département de l'instruction publique à Genève pendant neuf ans et préside depuis 2012 la Commission fédérale contre le racisme. Discussion à bâtons rompus sur l'importance de l'intégration à l'école et sur les ravages que produisent les stéréotypes dans la société.

L'école est-elle créatrice d'égalité?

Je ne crois pas que l'école puisse produire l'égalité. Chacun doit tirer le maximum de ses propres capacités. L'école est un vecteur pour que les élèves y arrivent, mais elle ne réussit pas toujours. En revanche, un système de pensée qui a cours depuis toujours est source d'inégalité: celui qui veut que certaines filières de formation soient plus nobles que d'autres. En Suisse, nous avons réformé le système de formation pour tordre le cou à ce préjugé en créant la filière des Hautes écoles spécialisées. Le but est de donner de la valeur aux parcours sans voie gymnasiale, axés sur la pratique. Il faut que l'expression «toi qui est intelligent, tu dois aller à l'université» disparaisse définitivement.

Comment y arriver?

C'est un travail de longue haleine. Le discours doit changer non seulement au niveau des enseignants – qui ont souvent une vue biaisée de l'apprentissage, puisqu'ils ont tous fait des études académiques – mais également au niveau des parents. A ce titre, les efforts visant à orienter convenablement les élèves dans les différentes filières à leur disposition sont très importants. Il faut réussir à changer le regard que porte la société sur les différentes voies de formation sco-

laire et professionnelle. La Cité des Métiers a été créée pour relever ce défi.

Les notes sont-elles un moyen d'établir l'égalité?

Le débat sur les notes à l'école m'a toujours frustrée. Il empêche de débattre de l'essentiel, soit de l'atteinte des objectifs des élèves, qui n'est ni une question de notes, ni de moyennes. Obtenir la moyenne de 4 à Cologny ou à Plainpalais n'a pas toujours la même valeur. Une même moyenne peut en outre signifier des choses complètement différentes. Prenons l'exemple d'une moyenne de 4, obtenue à la suite de trois épreuves. L'élève qui l'a eue en ayant obtenu un 2, un 4 puis un 6 n'est pas dans la même situation que celui qui a fait 6, 4, 2 ou que celui qui a fait 4, 4, 4. Le débat sur les notes est donc largement tronqué.

Les écoles publiques se valent-elles toutes en matière d'élévation sociale?

Je ne pense pas qu'il y ait une différence entre les établissements, en tout cas pas à Genève. Ce qui fait la différence, c'est la manière d'enseigner. Déverser du savoir sur les élèves ne fonctionne plus. Il y a encore vingt ans, l'enseignant possédait le savoir. Aujourd'hui, internet fournit toutes les réponses – qu'elles soient bonnes ou mauvaises – aux questions. C'est là que l'école joue un rôle primordial: celui de former des citoyens avertis.

En France, les résultats du bac par prénom sont sortis. Bryan et Tiffany réussissent moins bien que Diane et Edouard. Pourquoi?

Pendant neuf ans, j'ai remis des diplômes dans le cadre de ma fonction au Département de l'instruction publique. Et j'ai pu constater l'évolution des prénoms. Peu à peu, il y a eu de plus en plus d'enfants diplômés issus de la deuxième ou troisième génération d'immigrés, et c'est un signal extrêmement positif de

les voir évoluer avec succès dans les études tertiaires. Cela dit, il ne faut pas se voiler la face: l'environnement familial de l'élève est souvent déterminant. Un des facteurs de la réussite scolaire est d'avoir un entourage stimulant. Ce n'est pas donné à tout le monde et l'école ne peut rien y changer, hormis offrir aux élèves une plage horaire dans leur journée pendant laquelle ils peuvent se concentrer sur leurs études et se détacher, s'ils en ont besoin, de situations familiales et sociales parfois chaotiques.

D'autres chiffres montrent que le choix des matières à l'université reflète aussi l'origine sociale...

C'est vrai, et c'est aussi le cas pour les genres. Les jeunes issus de l'immigration, tout comme les femmes, se tournent plutôt vers les sciences sociales et les lettres, contrairement aux jeunes de familles bien établies, qui choisissent plus volontiers le droit ou la médecine. Consciemment ou non, le chemin suivi par les parents peut influencer le choix. Il faut de la force aux jeunes pour aller au-delà, que ce soit vers les études académiques ou vers un parcours professionnalisant. Par exemple, des parents universitaires comprennent parfois difficilement la volonté de leur enfant de décider de faire un apprentissage ou une Haute école spécialisée.

Malgré tout, n'y a-t-il pas un bonus pour les élèves issus de classes aisées?

Il est vrai que la proportion de jeunes issus de milieux favorisés à l'université reste stable depuis des années. Ce n'est pas qu'une question de rang social, c'est aussi une question d'organisation des études. La manière dont fonctionne le système de Bologne n'est pas très heureuse. Contrairement à la situation qui prévalait auparavant, pour des raisons d'organisation, il devient de plus en plus difficile pour les étudiants de travailler à côté



PHOTO ERIC ROSSIER

de leurs études. Les enfants issus de milieux moins aisés rencontrent ainsi une difficulté supplémentaire: celle de payer leurs études et d'être indépendants. Obtenir des bourses n'est pas toujours aisé en Suisse, même si Genève fait des efforts en la matière.

Pensez-vous qu'il y a une différence de motivation entre les jeunes issus de l'immigration et les Suisses?

Parfois. Et la comparaison n'est pas toujours en faveur des Suisses! Ils ont par exemple une fâcheuse tendance à faire une première année d'université pour voir comment cela se passe, sans véritable motivation de vouloir la réussir. Cette attitude est le reflet de la valeur qu'on accorde aux études. Plus la difficulté est grande d'y accéder et plus grande est la motivation de les réussir. Il manque à certains jeunes le goût d'apprendre. Le confort matériel dans lequel ils vivent grâce à leurs parents ne fait pas de la réussite de leurs études une nécessité viscérale.

Les enfants souffrent-ils de discrimination en milieu scolaire et, si oui, est-ce au même titre que dans le milieu professionnel, ou d'autres facteurs entrent-ils en ligne de compte?

Les mécanismes et les facteurs déclenchants de la discrimination en milieu scolaire ne sont pas forcément les mêmes que dans la société civile. A Genève, ville de très grande mixité, la couleur ou la religion ne sont par

exemple pas des facteurs discriminants à l'école. En revanche, ceux qui ne portent pas les bonnes marques d'habits, qui sont en surpoids, qui sont physiquement différents ou qui sont trop bons élèves, par exemple, peuvent être exposés à la discrimination. Les enfants font tout pour passer inaperçus dans le groupe, tout en ayant besoin d'être identifiés. Ces phénomènes existent depuis toujours, mais ils sont accentués par internet et par les réseaux sociaux; les jeunes subissant ce type de discriminations ne sont pas à l'abri une fois rentrés chez eux, car le harcèlement continue. L'élève n'a pas de répit. C'est très préoccupant. C'est un mal-être auquel l'école doit s'atteler.

Comment combattre cette discrimination?

A l'école comme ailleurs, la discrimination vient des stéréotypes. L'enseignant doit la combattre au travers des matières qu'il enseigne. Il est possible et intéressant d'aborder la question du racisme, notamment, par le biais de l'histoire, des sciences, de la littérature. C'est ainsi que les élèves peuvent se faire une image globale d'un thème aussi complexe et émotionnel et se l'approprier. Il est également essentiel que l'école thématise les sujets de discrimination en prenant des exemples concrets, parfois simplement puisés dans le quotidien. La tâche est lourde, tant pour les enseignants que pour les élèves, mais c'est un travail de fond nécessaire.

Comment ces élèves pourront-ils s'adapter au monde du travail?

Certains bons élèves ont des difficultés à s'adapter au monde du travail alors que d'autres, avec des résultats scolaires moyens, comprennent mieux ce que le monde du travail attend d'eux. Les notes ne sont pas toujours un indicateur fiable pour effectuer un bon recrutement. J'ai engagé beaucoup de personnes au cours de ma carrière et j'ai toujours choisi en priorité des personnes impliquées socialement, que ce soit au niveau sportif, social ou autre. L'essentiel, à mes yeux, c'est que la personne ait pris ou prenne des responsabilités, qu'elle soit capable de s'engager de façon désintéressée. Le monde du travail exige souvent de la ponctualité, de la persévérance, du savoir-vivre, autant d'éléments qui s'acquièrent par l'éducation, à la maison et à l'école.

Les enfants issus d'écoles privées réussissent-ils mieux professionnellement que ceux issus de l'école publique?

La réussite professionnelle n'est pas liée au statut de l'école, mais au fait d'avoir pu acquérir le bagage qui permet d'évoluer tout au long de sa vie. Certains modes d'apprentissage peuvent jouer un rôle, comme par exemple la pratique du travail en groupe, la capacité à analyser et à gérer l'information, l'élaboration de travaux multidisciplinaires. Les écoles privées ont parfois plus



de latitude pour expérimenter certaines démarches pédagogiques innovantes, c'est vrai. Mais dans l'absolu, l'école publique offre des chances de réussite équivalentes à l'école privée.

L'élévation sociale est-elle possible?

Je ne sais pas vraiment comment définir l'élévation sociale. Un jeune qui devient artisan avec des compétences professionnelles reconnues ne réussit pas moins bien que ses parents universitaires, par exemple. Aujourd'hui, il est plus difficile de prédire l'évolution de la conjoncture et de définir les perspectives d'avenir des jeunes. L'incertitude est devenue la norme, mais elle offre aussi des chances. On peut trouver un micro-financement sur internet qui permet de lancer des projets, de développer des idées. Les jeunes qui veulent se lancer lèvent des fonds en ligne – pour un projet artistique par exemple, mais aussi dans des différents secteurs de la vie économique. La réussite n'est pas une question de standard social, mais de capacité à tirer le meilleur de soi-même, de ses compétences et de ses capacités. L'incertitude rend possible des projets que les certitudes interdisent d'imaginer.

Certaines études, parues notamment en Suisse alémanique, prétendent que la féminisation du métier d'enseignant est un facteur discriminant pour les garçons. Qu'en pensez-vous ?

L'inverse serait-il aussi vrai pour les filles? Je n'y crois pas. En fonction du degré scolaire, il y a plus ou moins d'hommes ou de femmes enseignants, qui traitent les élèves de manière indifférenciée. En revanche, les enseignants doivent lutter contre la prédestination et casser le mythe que les filles sont douées pour les lettres et les garçons pour les mathématiques. On peut également se poser la question des avantages de l'école séparée par genre. Il va de soi qu'on ne va pas revenir sur les acquis de l'école mixte, mais cela ne doit pas empêcher la réflexion. J'ai fréquenté une école pour filles et il y a une question que nous ne nous posions pas: suis-je moins bonne que les garçons? Une élève qui était douée dans une matière l'était sans conteste et sans comparaison de genre. La mixité est parfois difficile à vivre à l'adolescence, mais ces difficultés n'ont rien à voir avec le fait que l'enseignant soit une femme ou un homme.



PHOTO ERIC ROSSIER

MARTINE BRUNSCHWIG GRAF est licenciée en économétrie de l'Université de Fribourg. En 1991, elle prend la tête de la Société pour le développement de l'économie suisse à Genève, l'une des entités qui deviendra *economiesuisse*. Elle préside le Parti libéral genevois de 1988 à 1990 et siège comme députée au Grand Conseil de 1989 à 1993. Cette année-là, elle est élue au Conseil d'Etat, où elle dirige le département de l'instruction publique pendant neuf ans, avant de passer pour trois ans au département des finances.

En 2003, Martine Brunschwig Graf est élue au Conseil national et intègre la commission de la science, de l'éducation et de la culture, puis celle des finances et des affaires extérieures. Depuis 2012, elle préside la Commission fédérale contre le racisme.

Un dernier mot?

Les employeurs doivent s'intéresser à l'école et se rendre compte que cette institution ne va pas leur fournir des employés tout faits. Ce n'est pas son rôle. L'employeur doit s'attacher à la pérennité des savoirs de ses employés et les faire fructifier. C'est en particulier essentiel

pour la transmission d'entreprise. On ne doit pas former que des salariés. Il faut aussi former des patrons. Et ça, c'est le rôle de l'entreprise. Se poser la question de savoir ce qu'un jeune a appris à l'école ne suffit pas. Il faut savoir regarder au-delà. C'est aussi ça, ne pas discriminer. ■

«Pour offrir les mêmes chances à tous les élèves, l'école ne doit pas les orienter trop tôt»

Julie Falcon, sociologue, chercheuse et enseignante à l'Université de Lausanne.

PROPOS RECUEILLIS PAR VÉRONIQUE KÄMPFEN

En 2016, vous avez publié une étude intitulée *Mobilité sociale au 20ème siècle en Suisse: entre démocratisation de la formation et reproduction des inégalités de classe*. Vous montrez notamment qu'en Suisse l'élévation sociale stagne. Qu'entendez-vous par là?

Dans le cadre de mes recherches, j'ai défini trois catégories sociales basées non sur le salaire, mais sur le métier exercé: la classe populaire, qui comprend les ouvriers et les employés de niveau inférieur, la classe intermédiaire, constituée notamment d'enseignants du secondaire, d'infirmiers, d'employés administratifs, de chefs d'entreprise avec moins de dix employés et la classe moyenne supérieure, qui groupe par exemple les enseignants de niveau tertiaire, les médecins, les dirigeants, les cadres et les chefs d'entreprise de plus de dix employés. Les personnes qui s'élèvent socialement sont celles qui se détachent de la catégorie dans laquelle se situent leurs parents pour s'établir dans celle d'au-dessus. J'ai placé mes études dans une perspective historique, observant l'évolution sociale des personnes nées entre 1908 et 1978.

Comment les gens y parviennent-ils?

En principe, par le biais des études. Pendant tout le XXe siècle, nous avons assisté à une massification de l'accès aux études. L'université accueille par exemple de plus en plus d'étudiants, mais la plupart d'entre eux sont déjà issus de la classe sociale supérieure. Malgré cela, et hormis dans la période des Trente Glorieuses, la mobilité sociale est restée stable: 40% de la population reste dans sa catégorie sociale, 40% monte d'une classe et 20% descend.

La mise en place des Hautes écoles spécialisées (HES) entraîne-t-elle une plus forte démocratisation des études tertiaires?

Certains rapports montrent en effet que le profil des étudiants en HES est plus diversifié qu'à l'université. Un autre point positif est celui de l'accès aux études pour les femmes. Celles-ci ont clairement rattrapé leur retard dans ce domaine; elles sont désormais plus nombreuses que les hommes à faire des études universitaires. Malgré cela, l'égalité en termes d'évolution professionnelle n'étant pas encore établie, les femmes n'ont pas une mobilité sociale ascendante plus élevée que les hommes. Au contraire, elles sont plus nombreuses à descendre de catégorie sociale; ce phénomène tend cependant à s'atténuer au fil des générations.

Comment favoriser l'ascension sociale?

Il y a trois axes d'amélioration. Tout d'abord, en Suisse, le système éducatif sélectionne très



JULIE FALCON.

tôt: une fois qu'un élève est engagé dans une voie, il est difficile d'en changer. Pour offrir les mêmes chances à tous les élèves, l'école ne doit donc pas les orienter trop tôt. Repousser l'âge de la sélection permet de réduire l'influence du milieu social. Il est intéressant de noter à cet égard que les passerelles mises en place pour faciliter la mobilité des élèves profitent surtout aux jeunes venant de la classe supérieure. Ensuite, il est positif d'intervenir très tôt dans le système éducatif, par exemple en démocratisant l'accès aux crèches pour les petits enfants. Cela permet d'homogénéiser les compétences cognitives, comportementales et sociales futures. Enfin, le coût des études est également à prendre en considération. En Suisse, le système des bourses d'étude est opaque et ne facilite pas l'accès aux études supérieures. C'est un point qu'il s'agirait d'améliorer pour augmenter l'égalité des chances.

Votre recherche porte sur les personnes nées jusqu'en 1978. Pouvez-vous nous donner votre avis sur l'évolution de la génération qui a suivi?

On constate que le niveau d'études est devenu un sésame plus important pour accéder à un niveau de responsabilités élevé dans les entreprises. Un CFC offre aujourd'hui moins de possibilités d'accéder à des positions hiérarchiques élevées que par le passé. Néanmoins, la Suisse se trouvant dans une position privilégiée, avec de bonnes perspectives économiques et un manque de travailleurs qualifiés, c'est une voie qui permet

un parcours professionnel stable. L'évolution dans le monde du travail, et donc la mobilité sociale, dépendent bien entendu, entre autres facteurs, de la conjoncture économique. Si cette dernière est mauvaise, les débouchés le seront aussi. En résumé, en Suisse, il n'y a pas d'amélioration notable de la mobilité sociale, ce qui peut sembler frustrant, mais il n'y a pas de dégradation non plus. Pour les femmes, la situation est clairement meilleure qu'il y a trente ou quarante ans.

Et qu'en est-il à l'étranger?

Aux Etats-Unis, le constat est accablant: des études portant sur l'évolution des salaires montrent qu'elle est largement négative entre les générations nées dans les années 1940 et celles nées dans les années 1980. En France, ce phénomène est moins marqué, mais il est tout de même présent. Une inégalité en défaveur des jeunes générations existe avec, ces dernières années, une augmentation du déclassement social. En Scandinavie, c'est l'inverse: le taux de mobilité sociale vers le haut est élevé. On peut y voir les effets positifs d'un investissement substantiel de l'Etat dans le potentiel des nouvelles générations: système de crèches universel pour les bambins et bourses d'études garanties pour tous pour cinq ans. De plus, comme en Suisse, des débouchés professionnels existent au sortir des études. Il ne suffit pas de faire de hautes études pour réussir professionnellement, encore faut-il avoir les possibilités d'exercer ce que l'on a appris. ■